



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-33 du 22 septembre 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les négociations de l'IPEF se poursuivent en vue de la ministérielle de San Francisco
2. La Secrétaire au Commerce G. Raimondo est interrogée sur Huawei à la Chambre
3. La Commission des services financiers de la Chambre souhaite renforcer les restrictions à l'encontre du complexe militaro-industriel chinois
4. L'ancien Secrétaire au Trésor L. Summers critique l'évolution de la politique commerciale américaine

Climat – énergie – environnement

5. La Californie poursuit les « Big Oil » américains pour minimisation de l'impact climatique lié à l'utilisation des énergies fossiles
6. Le Département américain de l'Énergie (DoE) et le Département américain de l'Intérieur (DoI) annoncent un plan d'action pour le transport d'énergie éolienne en mer dans la région atlantique
7. Le DoE lance un appel à projets de 400 M\$ pour améliorer la performance énergétique des bâtiments

Transport et infrastructure

8. La FAA autorise l'expérimentation d'opérations par des drones sans visibilité directe des opérateurs

Industrie

9. La Commission des finances du Sénat adopte un projet de loi limitant la double imposition entre les États-Unis et Taïwan, favorisant les investissements taïwanais dans les semi-conducteurs aux États-Unis

Distribution et divertissement

10. Rupert Murdoch quitte ses fonctions de président de Fox Corporation et de News Corp et fait de son fils Lachlan le seul dirigeant

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA poursuit ses efforts pour prévenir et réduire les pertes et gaspillages alimentaires

Numérique et innovation

12. Will Hurd, candidat à la primaire républicaine, propose un plan d'action sur l'IA
13. Les compositeurs sollicitent de nouvelles protections face à l'avancée de l'IA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le [Washington Wall Street Watch](#), [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les négociations de l'IPEF se poursuivent en vue de la ministérielle de San Francisco

Le cinquième cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) s'est achevé le 16 septembre à Bangkok, en Thaïlande. Selon un [communiqué conjoint](#) du Département du Commerce et du Bureau de la Représentante au commerce (USTR) américains, publié le 18 septembre, les discussions ont permis de « réaliser des progrès » sur les trois piliers qui restent à conclure après l'annonce d'un accord sur le pilier II (chaînes d'approvisionnement) en mai dernier [voir [Flash Accents du 2 juin 2023](#)]. Les États-Unis se [préparent](#) à accueillir le prochain sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à San Francisco, du 14 au 16 novembre, qui pourrait aussi donner lieu à une [réunion](#) des pays membres de l'IPEF.

En parallèle, à l'occasion d'un [échange](#) consacré à l'IPEF dans le cadre du Forum public de l'OMC, le 15 septembre, à Genève, l'initiative lancée en 2022 par les États-Unis pour renforcer leurs liens avec 13 pays de la région indopacifique a fait l'objet de critiques. La professeure de droit néo-zélandaise J. Kelsey a ainsi souligné le « secret » des discussions, qui ne visaient pas selon elle à conclure un « accord économique » mais un « accord stratégique mu fondamentalement par le désir des États-Unis de marginaliser la Chine ». M. Penjueli, coordinatrice du groupe d'action Pacific Network on Globalisation, a fait écho aux propos de J. Kelsey, ajoutant que « le concept de sécurité » promu par les États-Unis dans la région ne « correspond[ait] pas à celui des peuples des îles pacifiques parce qu'il [était] centré sur l'expansion du complexe militaro-industriel américain ».

2. La Secrétaire au Commerce G. Raimondo est interrogée sur Huawei à la Chambre

Auditionnée le 19 septembre par la Commission des sciences de la Chambre des représentants, la Secrétaire américaine au Commerce G. Raimondo a déclaré ne pas avoir de « preuve que [la Chine] puisse fabriquer des puces de 7 nanomètres à grande échelle ». Cette déclaration intervient alors que le Département américain du Commerce a initié une enquête pour déterminer si le dernier smartphone commercialisé par Huawei, le Mate 60 Pro, a été conçu en violation du dispositif de contrôle export américain [voir [Flash Accents du 15 septembre 2023](#)]. Interrogée par la presse sur l'opportunité de renforcer le dispositif de contrôle des exportations américain à l'égard de Huawei, G. Raimondo n'a pas souhaité donner de précision, alors que plusieurs représentants républicains ont

récemment [adressé](#) une lettre au Sous-Secrétaire au Commerce chargé de l'industrie et de la sécurité, A. Estevez, appelant à une interdiction totale des exportations de composants américains à destination des entreprises chinoises Huawei et Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC). G. Raimondo a par ailleurs exprimé sa préoccupation concernant la récente décision de Pékin d'interdire pour les fonctionnaires chinois l'utilisation des iPhone conçus par Apple.

3. La Commission des services financiers de la Chambre souhaite renforcer les restrictions à l'encontre du complexe militaro-industriel chinois

Le 20 septembre, la Commission des services financiers de la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité un projet de loi [introduit](#) par le représentant A. Barr (R-Kentucky), visant à renforcer les restrictions américaines contre les entités liées au complexe militaro-industriel chinois. Le texte enjoint l'administration à adopter des sanctions élargies à l'encontre d'entités liées au secteur de la défense et de la surveillance chinois, déjà soumises à des mesures de restrictions, notamment en matière de contrôle des exportations. Afin d'obtenir un soutien bipartisan pour ce projet de loi, A. Barr aurait assuré auprès du camp démocrate que ce mécanisme n'avait pas vocation à se substituer au mécanisme de contrôle des investissements sortants [dévoilé](#) par la Maison-Blanche le 9 août dernier, créant une obligation de notification, et dans certains cas une interdiction, des investissements américains dans les secteurs de l'intelligence artificielle, des semi-conducteurs et de l'informatique quantique, qui devrait entrer en vigueur courant 2024.

A. Barr aurait manifesté sa volonté d'intégrer ce mécanisme au sein du projet de loi annuel de financement de la défense (*National Defense Authorization Act*), actuellement discuté à la Chambre et au Sénat, ce dernier ayant lui-même [adopté](#) en juillet dernier, dans le cadre de l'examen de ce texte, un amendement prévoyant une obligation de notification des investissements réalisés par des entités américaines vers la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran dans plusieurs secteurs (semi-conducteurs avancés, intelligence artificielle, informatique quantique, hypersonique, communications par satellite et systèmes de balayage laser à double usage).

4. L'ancien Secrétaire au Trésor L. Summers critique l'évolution de la politique commerciale américaine

Larry Summers, Secrétaire du Trésor sous B. Clinton et Directeur du *National Economic Council* de la Maison-Blanche sous B. Obama, est [intervenu](#) le 18 septembre au think tank Peterson Institute, à l'occasion d'un événement intitulé « Quel devrait être le consensus de Washington en 2023 ? ». Sans faire référence expressément à l'administration Biden ou au [discours](#) du Conseiller à la sécurité nationale J. Sullivan, appelant en avril dernier à un « nouveau consensus de Washington » [voir [Flash Accents du 28 avril 2023](#)], L. Summers, aujourd'hui professeur à Harvard, a souligné six conceptions, selon lui erronées, dont il a observé qu'elles gagnaient en popularité dans l'« establishment » politique américain aujourd'hui :

(i) il est préférable de prioriser la création d'emplois manufacturiers plutôt que la production de biens abordables pour les consommateurs ;

(ii) les dernières décennies ont été mauvaises pour l'économie américaine ;

(iii) et pour l'économie mondiale ;

(iv) les problèmes rencontrés aujourd'hui sont dus à la libéralisation des échanges, et notamment au « *China shock* » – cette théorie selon laquelle l'essor de la Chine et l'ouverture à ses exportations après son accession à l'OMC seraient responsables de la désindustrialisation américaine étant, selon L. Summers, la « plus trompeuse qui ait été communiquée du monde de la recherche économique au domaine public » ;

(v) la réindustrialisation doit être l'objectif premier de la politique économique américaine – le déclin du secteur manufacturier étant dû pour L. Summers à la rapide croissance de la productivité, couplée à une demande relativement inélastique, tendance sur laquelle il était « irréaliste » d'espérer influencer.

(vi) l'accumulation de déficits et de dette n'est pas une menace pour les États-Unis – au contraire, L. Summers a exprimé des doutes sur la capacité des États-Unis à résister à une telle situation encore longtemps.

Interrogé sur l'intrication croissante entre sécurité nationale et politique économique, notamment s'agissant de la Chine, L. Summers a indiqué apprécier le concept de « *small yard, high fence* » (sans citer son auteur J. Sullivan), tout en faisant part de ses doutes sur la possibilité de la mettre en œuvre de manière efficace. La diabolisation actuelle de la Chine était à son avis « dangereuse ».

Brèves

➤ Le 19 septembre, la Chine a [fait appel](#) de la décision rendue le 16 août par un panel de

l'OMC à l'encontre des mesures de représailles adoptées par la Chine en réponse aux droits additionnels imposés en 2018 par l'administration Trump sur les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis.

➤ Le 19 septembre, dans une lettre adressée à la Secrétaire au Trésor J. Yellen, dont le Département est en charge de la mise en œuvre des crédits d'impôts de l'Inflation Reduction Act (IRA), le Président de la Commission des voies et moyens de la Chambre, J. Smith (R-Missouri), a [dit](#) attendre la « prompte publication de régulations concernant le crédit aux véhicules propres [...] incluant une définition claire et concise des « entités étrangères préoccupantes » afin d'empêcher certaines nations adversaires telles que la Chine et d'autres de recevoir des dollars du contribuable américain ».

➤ Dans une lettre en date du 19 septembre, un groupe bipartisan de membres de la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants a [appelé](#) l'administration Biden à les tenir informés des efforts déployés par cette dernière pour s'assurer que le Canada ne mette pas en œuvre sa proposition de taxe sur les services numériques. En février 2022, le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) avait [indiqué](#) dans des commentaires écrits soumis à Ottawa qu'une telle taxe pourrait justifier l'imposition de mesures de rétorsion au titre de la Section 301 du *United States Trade Act of 1974*, législation notamment utilisée par l'administration Trump en 2018 et 2019 pour imposer des droits de douane additionnels sur environ 370 Md\$ d'importations chinoises.

➤ Le 20 septembre, la Représentante au Commerce américaine K. Tai et son homologue sud-africain, le Ministre du Commerce E. Patel, ont [annoncé](#) que le 20^e Forum de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) se tiendrait à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 2 au 4 novembre prochain.

➤ Le 20 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, la Secrétaire du Trésor J. Yellen s'est entretenue avec le Premier ministre du Vietnam Pham Minh Chinh. Une semaine après la visite du Président Biden à Hanoi et l'« élévation » de la relation entre les deux pays en « partenariat stratégique approfondi » [voir [Flash Accents du 15 septembre 2023](#)], elle a [indiqué](#) que les États-Unis considéraient le Vietnam comme un « partenaire clé » dans leurs efforts de

« *friendshoring* » (relocalisation des chaînes de valeur dans des pays de confiance).

- Le 18 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) l'ancien président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, pour son implication dans la détention de citoyens américains. Cette décision est intervenue alors que Washington a annoncé la libération de cinq ressortissants américains emprisonnés en Iran, en échange

de la libération de cinq prisonniers iraniens condamnés et détenus aux États-Unis et le déblocage au profit de Téhéran de 6 Md\$ gelés en Corée du Sud.

- Le 19 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) sept individus et quatre entités basés en Iran, en Chine, en Russie et en Turquie, accusés d'avoir apporté un soutien à l'Iran pour le développement de drones militaires.

Climat - Énergie - Environnement

5. La Californie poursuit les « Big Oil » américains pour minimisation de l'impact climatique lié à l'utilisation des énergies fossiles

La Californie a [déposé](#) le 15 septembre devant la Cour supérieure de San Francisco une plainte au civil contre les principales compagnies pétrolières (ExxonMobil, Shell, BP, ConocoPhillips, Chevron et l'American Petroleum Institute) pour avoir intentionnellement minimisé les risques et l'impact sur le changement climatique liés à l'utilisation des énergies fossiles, en menant des campagnes de désinformation depuis les années 1950. L'argument de fond majeur porte sur la responsabilité de cette industrie dans le retard de la réponse globale apportée au changement climatique. La Californie demande par ailleurs la création d'un fonds de financement des futurs dommages climatiques (feux de forêt, inondations et autres phénomènes extrêmes alimentés par le réchauffement). D'autres villes, comtés et États des États-Unis ont mené ce type d'actions en justice au cours des cinq dernières années. En mai dernier, la Cour suprême des États-Unis a refusé d'examiner un appel de l'industrie pétrolière dans deux de ces affaires, laissant les contentieux se poursuivre, décision perçue comme un premier revers.

6. Le Département américain de l'Énergie (DoE) et le Département américain de l'Intérieur (DoI) annoncent un plan d'action pour le transport d'énergie éolienne en mer dans la région atlantique

Le DoE et le DoI ont [publié](#) le 19 septembre, à l'occasion de la Climate Week à New York, en marge de l'Assemblée annuelle des Nations Unies, un [plan d'action](#) pour le développement du transport d'énergie éolienne en mer dans la région atlantique des États-Unis.

Ce plan d'action décrit les mesures immédiates nécessaires pour connecter la première génération

de projets éoliens offshore de l'Atlantique au réseau électrique, ainsi que les efforts à plus long terme visant à soutenir les transmissions nécessaires au cours des prochaines décennies.

L'objectif est de favoriser le développement équitable et durable de l'énergie éolienne en mer, la fabrication nationale et l'intégration au réseau, dans le cadre des efforts plus larges de l'administration Biden visant à déployer 30 gigawatts (GW) d'énergie éolienne en mer aux États-Unis d'ici 2030, ouvrant la voie à 110 GW ou plus d'ici 2050. L'objectif du président Biden étant à terme d'atteindre un réseau électrique 100 % propre d'ici à 2035.

7. Le DoE lance un appel à projets de 400 M\$ pour améliorer la performance énergétique des bâtiments

Le DoE a [publié](#) le 19 septembre, à l'occasion de la Climate Week, un appel à projets doté d'un financement de 400 M\$ à destination des États et territoires pour l'adoption et la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. L'objectif annoncé est de réduire les factures des services publics, d'augmenter l'efficacité énergétique, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de rendre les bâtiments plus résistants aux catastrophes climatiques.

Selon le DoE, les maisons construites selon les normes énergétiques actuelles sont près de 40 % plus efficaces que les maisons construites il y a seulement 15 ans, ce qui réduit considérablement les coûts énergétiques pour les consommateurs. Le passage aux normes énergétiques les plus récentes équivaldrait à une réduction d'émissions de près de 2 milliards de tonnes de CO₂, soit l'équivalent du retrait de la circulation de plus de 445 millions de voitures à essence sur les routes au cours de ces 30 années.

L'Inflation Reduction Act (IRA) prévoit 1 Md\$ pour permettre aux gouvernements des États et aux

collectivités locales d'adopter et de mettre en œuvre les dernières réglementations énergétiques pour les bâtiments. Par le biais du [document sur les exigences administratives et juridiques \(ALRD\)](#) publié par le DoE, le Département de l'Énergie débloque une partie de ce financement pour l'adoption et la mise en œuvre de deux catégories de normes énergétiques pour les bâtiments. Les lettres d'intention devront être envoyées au DoE avant le 21 novembre.

Brèves

- L'envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat, John Kerry, a rencontré le 19 septembre le Vice-Président de la République populaire de Chine (RPC), Han

Zheng, en marge de la 78^e Assemblée générale des Nations unies à New York. Les deux parties ont discuté de l'importance cruciale des efforts bilatéraux et multilatéraux pour faire face à la crise climatique, notamment pour favoriser le succès de la COP28. À cette occasion, J. Kerry a rappelé qu'il était urgent de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius, ce qui nécessitera une action ambitieuse de la part des États-Unis et de la RPC. Il a également souligné la nécessité pour la RPC d'être plus ambitieuse dans ses efforts pour accélérer la décarbonation de son économie et réduire les émissions de super polluants comme le méthane.

Transport et infrastructure

8. La FAA autorise l'expérimentation d'opérations par des drones sans visibilité directe des opérateurs

Le 18 septembre, la FAA a [accordé](#) à l'entreprise Zipline une dérogation l'autorisant à effectuer des livraisons de colis par drone, ou UAS (*Unmanned Aircraft System*), au-delà du champ de vision direct de l'opérateur, ou BVLOS (*Beyond Visual Line Of Sight*). Cette autorisation est la dernière octroyée dans le cadre d'une série de quatre demandes d'opérations BVLOS soumises à consultation publique, ayant toutes donné lieu à des réponses favorables de la FAA ces dernières semaines: le [24 août](#) à l'entreprise Phoenix Air, pour des usages de photographie aérienne, d'arpentage, de surveillance et d'inspection de lignes électriques et de pipelines; le [6 septembre](#) à l'entreprise UPS, pour la livraison de petits colis, et à l'entreprise uAvionix, pour l'essai et la validation d'infrastructures réseau permettant d'assurer des fonctions de contrôle, de détection et d'évitement des drones.

Ces expérimentations, autorisées pour une période de deux ans, seront restreintes à une hauteur de

400 pieds (122 mètres), dans des zones peu densément peuplées. Elles seront soumises à des obligations de rapportage périodique et de signalement d'incidents. La FAA indique que les données recueillies dans ce cadre permettront d'éclairer ses travaux en cours en matière d'élaboration de normes et de réglementations visant à rendre les opérations d'UAS BVLOS généralisables et viables économiquement.

Brèves

- Le 15 septembre, en raison de la persistance du manque de contrôleurs aériens pour assurer la gestion du trafic aérien dans la zone de New York, la FAA a [annoncé](#) l'extension jusqu'au 27 octobre 2024 de la dérogation permettant aux compagnies aériennes de restituer volontairement une partie de leurs créneaux d'exploitation aéroportuaires (slots) dans les aéroports de New York (JFK, LGA). Cette dérogation devait initialement couvrir uniquement la saison estivale 2023 et prendre fin le 15 septembre [voir [Flash ACCENTS du 31 mars 2023](#)].

Industrie

9. La Commission des finances du Sénat adopte un projet de loi limitant la double imposition entre les États-Unis et Taïwan, favorisant les investissements taïwanais dans les semiconducteurs aux États-Unis

La Commission des finances du Sénat a [adopté](#) à l'unanimité, le 14 septembre, un projet de loi visant à créer une convention fiscale qui devrait ouvrir la voie à davantage d'investissements taïwanais dans l'industrie américaine des semiconducteurs.

Le projet de loi prévoit de mettre fin à la double imposition entre les États-Unis et Taïwan, qui affecte les relations commerciales entre les deux pays, afin de soutenir l'industrie manufacturière américaine et d'accélérer les investissements dans l'industrie des semiconducteurs, dans la lignée du CHIPS Act.

TSMC, leader mondial dans la production de microprocesseurs, a prévu de construire des installations États-Unis, notamment dans l'Arizona.

Distribution et divertissement

10. Rupert Murdoch quitte ses fonctions de président de Fox Corporation et de News Corp et fait de son fils Lachlan le seul dirigeant

Rupert Murdoch a [fait part](#), le 21 septembre, de sa décision de quitter ses fonctions de président de Fox Corporation et de News Corp, laissant ainsi son fils Lachlan, 52 ans, à la tête de cet empire médiatique mondial. Ce départ intervient après

plusieurs mois difficiles pour la société qui avait dû payer plus de 750 M\$ dans un procès en diffamation intenté par la société Dominion Voting system (spécialisée dans les technologies électorales), et licencié ensuite son animateur très populaire Tucker Carlson, entraînant une baisse de l'audimat.

Rupert Murdoch, âgé de 92 ans, restera président d'honneur de chacune des entreprises.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA poursuit ses efforts pour prévenir et réduire les pertes et gaspillages alimentaires

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) le 20 septembre une aide supplémentaire de 25 M\$ pour soutenir les efforts de prévention et de réduction des pertes et gaspillages alimentaires. Cet investissement, financé par l'*American Rescue Plan Act* (ARPA), fait partie d'une initiative conjointe entre le *National Institute of Food and Agriculture* (NIFA) et l'Office of the Chief Economist de l'USDA (OCE).

Le NIFA est largement engagé dans des activités de recherche, de vulgarisation et d'éducation visant à réduire les pertes et gaspillages alimentaires. Plusieurs programmes de subventions du NIFA axés sur ce sujet s'alignent sur les priorités transversales de l'USDA pour faire face aux impacts du changement climatique, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforcer les économies rurales et assurer la justice raciale et l'équité. Depuis 2017, la NIFA a engagé 123,5 M\$ à travers 527 projets relatifs aux pertes et déchets

alimentaires. Cette nouvelle subvention renforcera les moyens de plusieurs programmes de base du NIFA de 25 M\$.

Le financement soutiendra le programme de subventions versées pour des projets faisant partie du programme [Community Food Projects](#) (CFP), visant à réduire les pertes et le gaspillage, au profit de communautés locales. Les subventions CFP ainsi octroyées permettent aux communautés de décider par elles-mêmes de leur circuit d'approvisionnement et de soutenir les marchés locaux. Le dispositif, en agissant contre les pertes et le gaspillage, a pour ambition d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en stimulant les économies locales.

La collaboration entre la NIFA et l'OCE s'inscrit dans le [cadre](#) du programme de l'USDA visant à transformer le système alimentaire américain au profit des consommateurs, des producteurs et des communautés rurales en offrant davantage d'options, en améliorant l'accès et en créant de nouveaux et meilleurs marchés pour les petits et moyens producteurs.

Aux États-Unis, plus d'un tiers de la nourriture disponible n'est pas consommée en raison de pertes ou de gaspillages.

Numérique et innovation

12. Will Hurd, candidat à la primaire républicaine, propose un plan d'action sur l'IA

Will Hurd, candidat à la primaire républicaine pour l'élection présidentielle, a récemment [dévoilé](#) son programme en matière d'intelligence artificielle (IA), traité sous le prisme d'une compétition stratégique sino-américaine. Il préconise notamment la mise en place d'un cadre fondé sur l'autorisation ex-ante de modèles d'IA avancés ou encore le renforcement du contrôle des exportations de technologies d'IA sensibles, le déploiement de l'IA comme outil pour défendre le pays et la compensation des créateurs de contenus lorsque leurs œuvres sont utilisées dans des contenus générés par l'IA. Le candidat propose également de rendre obligatoire les enseignements de programmation et de l'analyse de données au collège, soulignant que « l'IA menace 85 millions d'emplois dans le monde ».

En tant qu'ancien membre républicain du Congrès, Hurd avait présidé la première audience sur l'IA au Congrès en 2018.

13. Les compositeurs sollicitent de nouvelles protections face à l'avancée de l'IA

Les compositeurs et paroliers membres de la Société américaine des compositeurs, auteurs et éditeurs (ASCAP) ont mené des actions de

sensibilisation à l'égard du Congrès pour la mise en place de protections face à l'évolution de la technologie de l'intelligence artificielle (IA).

Paul Williams, président de l'ASCAP, a mis en avant six principes directeurs à cette fin : (i) donner la priorité aux créateurs humains, (ii) garantir la transparence, (iii) obtenir un consentement éclairé, (iv) assurer une compensation équitable, (v) assurer une reconnaissance suffisante des créateurs et (vi) maintenir une cohérence mondiale.

L'ASCAP indique ne pas rejeter les systèmes d'IA en tant que tels mais estime que des protections additionnelles sont nécessaires pour assurer des conditions de concurrence équitables dans le secteur de la création artistique et culturelle.

Brèves

- Des start-ups spécialisées dans la cybersécurité des systèmes d'intelligence artificielle enregistrent des levées de fonds considérables comme CalypsoAI et Lakera AI. Récemment, HiddenLayer a [levé](#) 50 M\$. Elles se visent à développer une offre de protection des modèles d'IA contre des menaces telles que l'injection de commandes malveillantes. Depuis le début de l'année, près de 131 M\$ auraient été investis dans ces start-ups, soit un montant déjà supérieur aux 122 M\$ levés sur toute l'année 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.